



n° 197

Juin 2014

Vingt ans de croissance enrayée par la crise



cni-isere.com

Malgré une croissance modérée sur les vingt dernières années et une crise moins bien surmontée qu'en moyenne nationale, le Centre figure toujours parmi les dix premières régions productrices de richesse. La croissance démographique modeste et les gains limités de productivité du travail expliquent en grande partie cette évolution économique moins favorable de la région. Si les mutations industrielles conduisent à des accroissements de la productivité supérieurs à ce qu'ils sont nationalement, le Centre bénéficie peu des gains de croissance du secteur tertiaire.

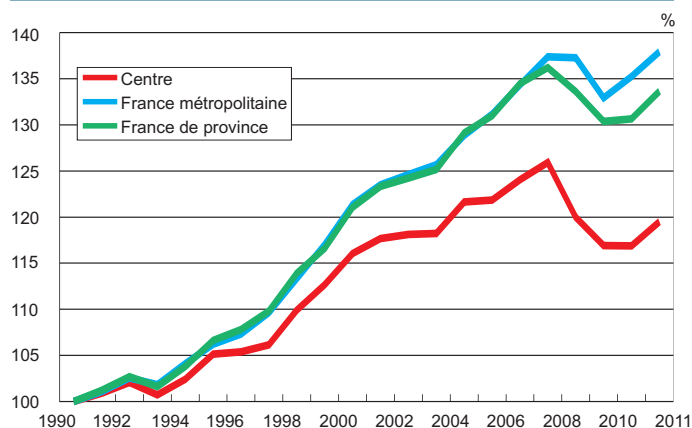
Le PIB régional s'élève en 2011 à 66 372 millions d'euros. Entre 1990 et 2008, la région a connu une croissance plus modérée que celle observée à l'échelle nationale : 1,0 % en moyenne annuelle contre 1,6 % pour la France de province. En moyenne, depuis 2008, cette évolution est même négative dans le Centre tandis qu'elle est nulle en province et en légère progression en métropole. Du 8^e rang des régions en termes de création de richesse en 1990, la région occupe ainsi désormais la 9^e place. Elle concourt aujourd'hui pour 3,4 % à la création de richesse nationale, contre 3,9 % en 1990, en

raison d'une forte progression en Île-de-France et dans les régions atlantiques et méditerranéennes.

Une démographie peu porteuse

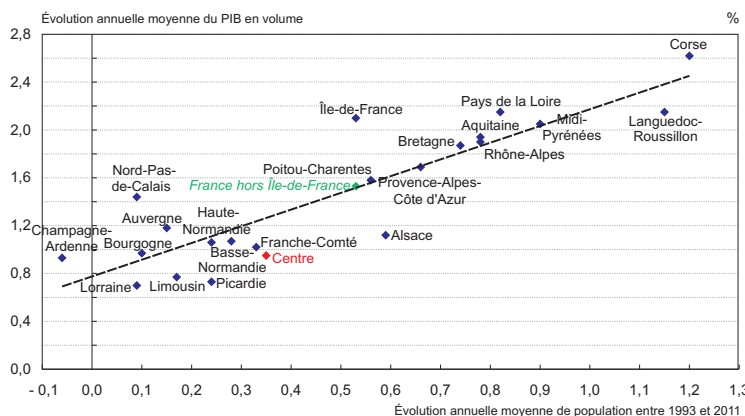
Depuis 1990, la population régionale augmente en moyenne de près de 0,4 % par an, à un rythme moindre que la population métropolitaine ou provinciale (+ 0,5 %). L'écart est encore plus marqué en matière de population active. La croissance annuelle moyenne des actifs de 15 à 64 ans est de 0,5 % depuis 1990, contre

Évolution du PIB en volume entre 1990 et 2011



Source : Insee, Comptes régionaux base 2005

La croissance du PIB corrélée à la croissance de la population



Source : Insee, RP - Comptes régionaux

0,8 % en province et en métropole. Sur la période récente, ce taux s'est infléchi à 0,1 % dans la région alors qu'il se maintient à 0,4 % nationalement. Cette atonie démographique relative participe pour moitié à l'évolution moins favorable du PIB régional.

Si la progression du PIB d'un territoire résulte en partie de celle de sa population, un repli de la croissance peut également entraîner des départs d'actifs, qui alimentent le phénomène sur longue période, comme ce fut le cas lors de la désindustrialisation de certains territoires de la région Centre.

↳ Une diminution relative de la richesse produite par habitant

Le PIB par habitant s'élève en région Centre à 25 900 euros en 2011, inférieur de 2,5 % à la moyenne de la France de province. En vingt ans, la région est ainsi passée du 5^e au 10^e rang. Ce recul sensible s'explique par une progression identique de l'emploi et de la population totale de 8 %, alors qu'en France de province l'emploi a davantage augmenté que la population totale (15 % contre 12 %).

La progression des déplacements domicile-travail vers l'Île-de-France modère ce constat : les habitants de la région travaillant en Île-de-France y participent de la création de valeur ajoutée sans que cet apport soit mesuré donc réintégré dans les comptes.

↳ Un déficit de croissance de la productivité apparente du travail

La région pâtit également d'une progression plus limitée de la richesse créée par emploi, ou productivité apparente du travail. En 2011, un emploi produit ainsi moins de richesse en région Centre qu'en France de province, à l'inverse de la situation de 1990. La baisse relative de la productivité apparente du travail est de 0,3 point sur les vingt dernières années par rapport à la France de province, de 0,5 par rapport à la métropole. Néanmoins, sur la dernière période, la productivité apparente du travail croît plus vite en région Centre.

Taux de croissance annuel moyen du PIB par emploi

	1990-2011	1990-2008	2008-2011
Centre	2,1	2,3	1,4
France de province	2,4	2,6	1,2

Sources : Insee, RP - Comptes régionaux

↳ Une industrie encore très présente

La structure productive de la région est historiquement tournée vers l'industrie. Ce secteur représentait, en 1990, 25,2 % de l'emploi régional, contre 21,7 % pour la France de province. La part de ce secteur a certes connu une baisse, mais reste, en 2011, supérieure de 1,8 point à la part moyenne de la France de province. Symétriquement, le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, est sous-représenté dans le Centre.

Répartition de l'emploi par secteur d'activité

	Centre			France de province		
	1990	2008	2011	1990	2008	2011
Agriculture	6,3	3,4	3,4	6,4	3,3	3,2
Construction	7,5	7,3	7,2	7,3	7,3	7,0
Industrie	25,2	17,6	16,2	21,7	15,4	14,4
Tertiaire marchand	34,9	41,4	42,7	36,5	42,5	43,5
Tertiaire non marchand	26,1	30,3	30,5	28,1	31,5	31,9

Sources : Insee, RP - Comptes régionaux

↳ Une réorientation vers des activités industrielles dynamiques

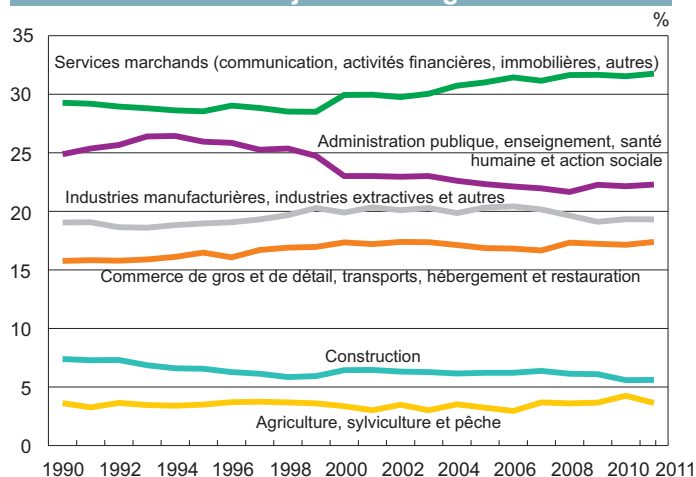
Cependant, avec la mutation industrielle, l'obsolescence et la disparition d'entreprises au profit d'établissements productifs dans des secteurs innovants (chimie, pharmacie...), la productivité de ce secteur dans la région a fortement augmenté. Cette productivité apparente du travail dans l'industrie s'est ainsi accrue dans la région, plus fortement qu'en moyenne nationale. Malgré le recul de ce secteur en matière d'emploi, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée de la région progresse ainsi de 0,4 point alors qu'elle diminue de 0,3 point en France de province.

Productivité apparente du travail par secteur d'activité

	Centre			France de province		
	1990	2008	2011	1990	2008	2011
Industries manufacturières, industries extractives et autres	35,5	58,9	64,4	35,9	58,9	62,3
Agriculture, sylviculture et pêche	26,2	55,6	59,2	22,2	44,3	49,9
Construction	45,9	45,0	42,0	47,0	46,5	43,1
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	45,1	38,2	39,4	42,6	40,6	40,9
Services marchands (communication, activités financières, immobilières, autres)	60,7	63,2	62,4	60,1	64,2	64,2

Sources : Insee, RP - Comptes régionaux

Évolution de la part des secteurs dans la valeur ajoutée en région Centre



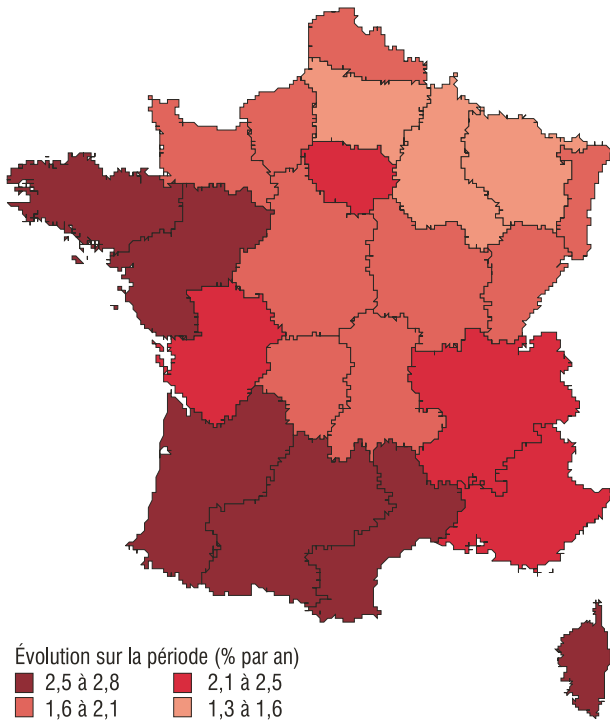
Source : Insee, Comptes régionaux base 2005

Dans le tertiaire, la richesse créée par emploi a évolué moins favorablement en région Centre que sur l'ensemble de la France de province. Le phénomène est encore plus marqué dans le tertiaire non marchand. Les entreprises sont moins présentes sur les champs de la

recherche et du développement ou de la finance et plus souvent orientées vers l'économie résidentielle, secteur dont la valeur ajoutée est moindre et dont la progression est moins importante. ♦

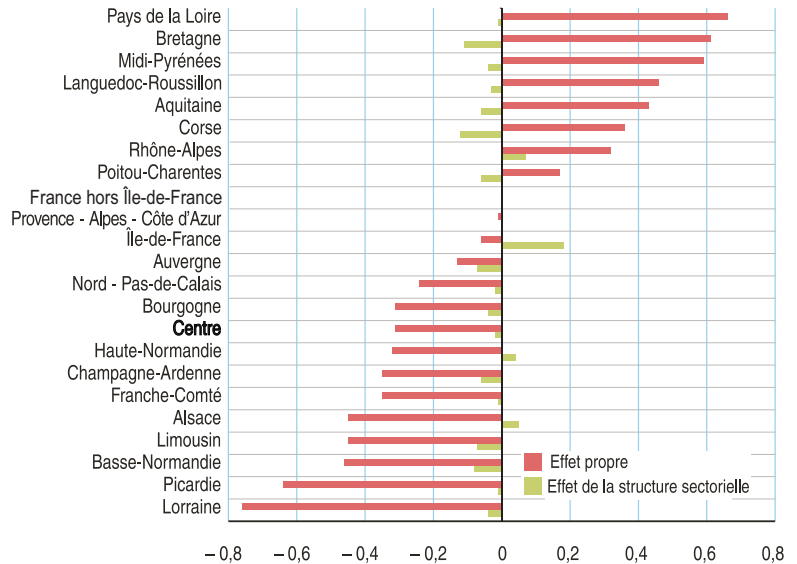
Le Centre parmi les autres régions

Évolution des PIB régionaux en volume entre 1993 et 2007



Source : Insee, Comptes régionaux base 2005

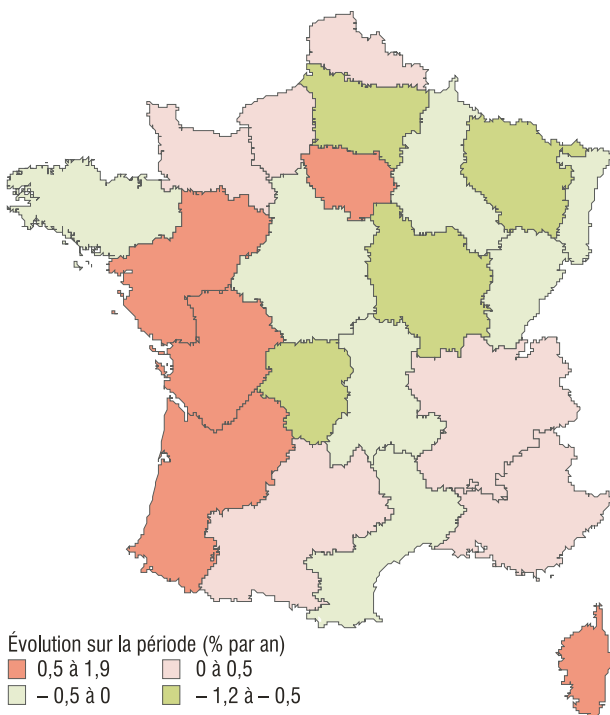
Décomposition de la croissance des valeurs ajoutées régionales entre 1993 et 2007 (écart à la moyenne en % par an)



Lecture : entre 1993 et 2007, compte tenu de sa structure sectorielle, si on appliquait aux secteurs de la région Centre l'évolution nationale (France hors Île-de-France), la croissance annuelle de la région serait à peine plus faible que la moyenne nationale. De plus, la part propre au dynamisme du Centre lui confère une évolution annuelle moins élevée de 0,3 % que la moyenne nationale.

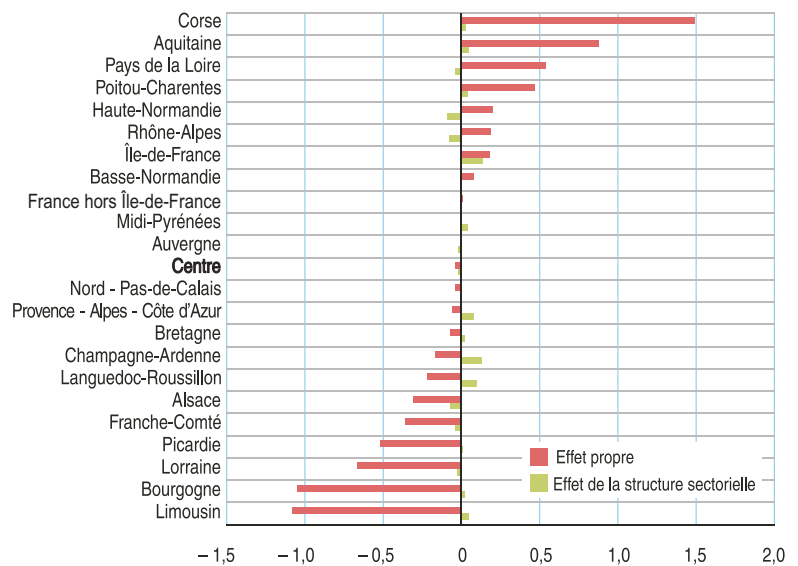
Source : Insee, Comptes régionaux base 2005

Évolution des PIB régionaux en volume entre 2008 et 2011



Source : Insee, Comptes régionaux base 2005

Décomposition de la croissance des valeurs ajoutées régionales entre 2008 et 2011 (écart à la moyenne en % par an)



Lecture : entre 2008 et 2011, compte tenu de sa structure sectorielle, si on appliquait aux secteurs de la région Centre l'évolution nationale (France hors Île-de-France), la croissance annuelle de la région serait de 0,02 % moins élevée que la moyenne nationale. De plus, la part propre au dynamisme du Centre lui confère une croissance annuelle plus faible de 0,04 % que la moyenne nationale.

Source : Insee, Comptes régionaux base 2005

Pour comprendre ces résultats

Définitions

Le **PIB**, dans son approche dite « production », est égal à la somme des valeurs ajoutées augmentée des impôts sur les produits et diminuée des subventions sur les produits.

La **valeur ajoutée** est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. Bien que proches, les évolutions du PIB et celles de la valeur ajoutée peuvent donc différer, notamment en période de conjoncture économique défavorable au cours desquelles les impôts sur les produits diminués des subventions sur les produits sont susceptibles de varier plus sensiblement.

Effet structurel et effet propre des régions

L'effet structurel est calculé en appliquant à la structure sectorielle régionale de la valeur ajoutée les évolutions nationa-

les (hors Île-de France) par secteur. On l'interprète comme la part de la variation régionale qui résulte de la composition sectorielle de la région. L'effet résiduel ou effet propre est la différence entre la variation régionale et l'effet sectoriel : il recouvre ainsi tout ce qui n'est pas expliqué par les spécialisations d'activité. Il dépend des écarts entre les évolutions sectorielles de la région et les évolutions nationales ; s'il est positif, la dynamique propre de la région est globalement plus favorable que la moyenne nationale, et inversement s'il est négatif. Cette décomposition a été conduite à partir des valeurs ajoutées régionales en volume (prix chaînés), ventilées en six secteurs (agriculture, industrie, construction, commerce, services marchands et services non marchands).

Sources

Les comptes régionaux sont publiés en base 2005, suite notamment à la prise en compte de la nouvelle nomenclature d'activités NAF « rév. 2 ». Ils ont été rétropolés jusqu'en 1990 en utilisant des tables de passage entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature. Depuis 2008, l'estimation des valeurs ajoutées régionales des branches marchandes (hors agriculture) repose sur l'utilisation des fichiers sur les comptes des entreprises issus du dispositif Ésane (Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises) et du fichier Clap (Connaissance locale de l'appareil productif). Ce dernier permet d'opérer la régionalisation des comptes des entreprises en fonction de la masse salariale des établissements. La valeur ajoutée d'une entreprise est ainsi régionalisée au prorata de la masse salariale de chacun de ses établissements. Dans le cas des services non marchands (administration publique en particulier), la régionalisation est effectuée en fonction des seules rémunérations versées aux salariés de ces secteurs (à partir de la source Clap). La branche agriculture

est régionalisée en utilisant directement les comptes élaborés par le ministère de l'Agriculture. Les valeurs ajoutées des établissements sont ensuite agrégées par secteur d'activité et par région. La structure des valeurs ajoutées régionales déterminée sur cette base est appliquée au PIB national pour l'estimation des PIB régionaux. La prise en compte de la source Ésane à partir de 2008 a pu introduire des ruptures de série, rendant délicate l'interprétation des évolutions entre 2007 et 2008.

Les comptes nationaux (PIB au niveau France entière) ont été publiés le 15 mai dernier en base 2010, pour se conformer au nouveau règlement européen (SEC 2010). Toutefois, les PIB régionaux calés sur ces nouveaux agrégats nationaux ne pourront être diffusés qu'au début de l'année 2015, compte tenu des délais nécessaires pour régionaliser ces agrégats. Les évolutions régionales qui font l'objet de la présente étude ne devraient, pour autant, pas être remises en cause significativement par le passage à la base 2010.

Directeur de la publication

Dominique Perrin

Coordination des études

Corinne Chevalier

Pilotage

Benoît Bourges
Pascale Haye-Delise

Auteurs

Alain Auber
Anne-Marie Chantrel

Rédaction en chef

Philippe Calatayud
Jacqueline Duvey-Pilate

Maquettiste / Webmestre

Hélène Ferreira Fernandes
Christian Leguay

Relations médias

Pascale Haye-Delise
Hortense Robert

Pour en savoir plus

« Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise », *Insee Première* n° 1501, juin 2014.

« Les comptes de la nation en 2013 : le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise », *Insee Première* n° 1499, mai 2014.

Institut national de la statistique et des études économiques

Direction régionale du Centre
131 rue du faubourg Banner
45034 Orléans Cedex 1

Tél : 02 38 69 52 52 - Fax : 02 38 69 52 00

www.insee.fr/centre